

INTRODUCTION

MAURICE VAÏSSE

À l'évidence, l'importance des voyages du général de Gaulle en Amérique latine se manifeste par leur place exceptionnelle par rapport aux autres régions du monde et par leur durée¹. Abstraction faite de ses déplacements en métropole et dans l'outre-mer, le Général a effectué 16 voyages officiels à l'étranger et a visité 30 pays différents. Ce qui signifie que l'Amérique latine, avec 11 États visités, compte pour plus d'un tiers de ce nombre. De Gaulle a parcouru 20 000 km, a affronté toutes les altitudes, tous les climats et est resté près d'un mois absent de métropole (20 septembre-16 octobre 1964), en plus de son voyage au Mexique (15-23 mars).

Pourquoi ces voyages ? Pourquoi en 1964 ?

Le contexte international, marqué par la guerre froide et par la sortie de la décolonisation, apporte une première série d'explications. Même s'il a été invité à peu près par tous les États avec lesquels la France entretient des relations diplomatiques, de Gaulle choisit précisément là où il veut aller ; et les considérations particulières l'emportent. La Chine est en pleine révolution culturelle, le Vietnam est en guerre, le Proche-Orient en état de guerre larvée qui débouche sur une vraie guerre en 1967. Bref, le monde bipolaire n'est pas propice à des voyages tous azimuts.

S'ensuit le choix de l'Amérique latine, sans qu'y soit incluse l'Amérique centrale, en raison du trop grand nombre de régimes instables, issus de coups d'État militaires.

1. Ce texte reprend largement le chapitre de mon ouvrage : *La grandeur, politique étrangère du général de Gaulle, 1958-1969*, Fayard, 1998, p. 502-512 ; mais il est aussi fondé sur des sources nouvelles :

- *Documents diplomatiques français*, la série est entièrement publiée pour les années 1960.
- Arch. MAE, rapport Chauvel (décembre 1962) rapports de fin de mission des ambassadeurs en Amérique latine ; archives orales : Robert de Billy, AO 09.
- Arch. nat., série 5AG1, dossier Amérique latine, en particulier dans le 5AG1/726 : notes de Jean-Daniel Jurgensen du 18 décembre 1963 et 6 mars 1964, réunion des chefs de poste en Amérique du sud (25-30 mai 1964), compte rendu de la réunion des ambassadeurs de France en Amérique latine (3 juin 1964) ; et dans le 5AG1/728 : lettre du général Barrientos, agrémentée d'un commentaire du général de Gaulle (23 mai 1967), et lettre de Régis Debray (1^{er} septembre 1967).
- Arch. FCDG, F 32, papiers Bonneau.
- PEYREFITTE A., *C'était De Gaulle*, Paris, Éditions de Fallois/Fayard, 1997, t. II, p. 802-823.
- Articles de CHAUVEL J., « La France et l'Amérique latine », et JURGENSEN J.-D., « France-Amérique du sud : bilan d'un voyage », *Revue Défense Nationale*, 1964.

L'Amérique latine, parce que c'est un continent avec lequel la France entretient des liens forts. Elle y jouit d'un capital de sympathie et même d'estime, dû à son influence intellectuelle, qui remonte à l'âge des Lumières et au XIX^e siècle, en particulier lors de l'émancipation des colonies espagnoles, accomplie sous l'influence des idées de la Révolution française. Mais la popularité du général de Gaulle se nourrit de plus des souvenirs de la guerre, de la stupéfaction des Sud-Américains à la nouvelle de la défaite de 1940 (ressentie comme un deuil national par les Uruguayens), comme de leur enthousiasme à l'annonce de la Libération de Paris.

Dès le 15 août 1940, de Gaulle s'adresse à l'Amérique latine « à cœur ouvert », à ceux qui aiment la France pour souhaiter sa victoire². Des volontaires s'engagent dans les FFL (en Uruguay, c'est un volontaire sur 2 000 habitants) et des comités de la France Libre se créent un peu partout. Lors d'une réception donnée en son honneur à la Maison de l'Amérique latine, le 21 février 1961, de Gaulle rappelle « les concours moraux, matériels et politiques » apportés à la France et insiste sur les raisons pratiques et les pressantes raisons politiques qui poussent à resserrer les liens. Cela dit, il faut attendre 1964 pour que ces vœux se réalisent.

À cette date la décolonisation des anciens territoires français est quasiment achevée avec l'indépendance de l'Algérie, et la France peut désormais jouer de nouveau un rôle mondial. De plus, après la crise de Cuba, le contexte moins marqué par la bipolarisation est plus propice à l'action de la France : de Gaulle tire de la crise la conclusion que le monde va vers la détente. Enfin, au début des années 1960, l'Amérique latine est en pleine ébullition. La révolution castriste est passée par là et agit comme une véritable onde de choc sur tout le continent. Les crises cubaines d'avril 1961 et surtout d'octobre 1962 entretiennent un climat de contestation de la puissance américaine et font des émules. Le Quai d'Orsay s'en inquiète et y envoie l'ambassadeur Jean Chauvel pour une tournée d'ensemble. Son rapport (décembre 1962) est sévère pour les gouvernements latino-américains qui, face au sous-développement et à la propagande moscovite, se caractérisent par leur immobilisme. Il fait l'éloge de l'Alliance pour le progrès, lancée par le président Kennedy, pour son « esprit libéral et généreux » et en appelle à une véritable intervention coordonnée des six pays du Marché commun, pour sortir d'un dialogue trop exclusif avec les Américains. Même si de Gaulle y ajoute son interprétation personnelle (« L'Amérique latine déteste les Américains, elle désire ardemment échapper à leur hégémonie »), le président français s'inspire visiblement de ces idées, lorsqu'il s'en ouvre à Alain Peyrefitte³. Il y voit « une magnifique carte à jouer », car c'est un continent en plein développement et menacé par la révolution. Ce peut être un lieu privilégié pour l'action européenne et la coopération franco-allemande et de Gaulle le dit à Ehrhard : « À plusieurs pays européens, nous pourrions faire bien plus que séparément. »

De Gaulle a bien choisi de se rendre en Amérique latine en 1964 : on a sur ce point deux confidences personnelles, ce qui est rare de la part du Général. Dans une lettre à Michel Debré (18 septembre 1964), il s'exprime ainsi : « Je vais en Amérique

2. GAULLE C. (de), *Lettres, Notes et Carnets, juin 1940-juillet 1941*, Paris, Plon, 1981, p. 83.

3. PEYREFITTE A., *C'était de Gaulle, op. cit.*, t. II, p. 809.

latine sans programme diplomatique bien précis, mais en quelque sorte instinctivement. Peut-être est-ce important. Peut-être est-ce le moment⁴. » Et encore plus personnel, ce qu'il confie aux chefs de poste en Amérique latine, le 4 juin 1964 : « Je voudrais visiter l'Amérique latine tout entière, et je voudrais le faire cette année. Je sens qu'il est bon que je le fasse, et au-delà de cette année, je ne puis plus répondre de moi-même ni d'ailleurs de rien du tout. »

C'est ainsi que dans sa conférence de presse du 31 janvier 1964, où il fait de la coopération « la grande ambition de la France », de Gaulle ajoute :

« L'entreprise dépasse le cadre africain et constitue, en vérité, une politique mondiale. Par cette voie, la France peut se porter vers d'autres pays qui, dans d'autres continents, sont plus ou moins largement en cours de développement, qui nous attirent d'instinct et de nature⁵. »

Cela étant dit, trois questions se posent, auxquelles les contributions de ce colloque apporteront des réponses. Que voulait de Gaulle en allant en Amérique latine ? Quels efforts et quels moyens ont été déployés pour y parvenir ? Enfin, quel bilan peut-on en faire ?

À la première question : que voulait de Gaulle ? Ses trois objectifs peuvent être déclinés ainsi : il s'agit d'abord pour lui de manifester partout la présence de la France, qui a subi une éclipse au cours de la IV^e République. Par ailleurs, l'importance qu'il attache au continent latino-américain se manifeste par l'intérêt qu'il accorde à la Maison de l'Amérique latine⁶, dont témoigne Robert de Billy. Il dénonce ensuite les hégémonies, occasion pour lui d'insister sur le thème de l'indépendance nationale et d'écarter du même coup les modèles américain et soviétique⁷ ; une variante de ce thème réside dans le concept de latinité qui permet d'exclure les États-Unis, qui n'appartiennent pas à la même civilisation. Enfin, il définit peu à peu les grandes lignes d'une politique de « la troisième voie », pour mettre en relief la voie choisie par la France, qui consiste à « libérer l'homme » et à instaurer « un ordre nouveau et fraternel sur la terre⁸ », ce que de Gaulle résume en reprenant le mot du Libertador José Artigas (1764-1850) : « *Con libertad, no ofendo, ni temo.* »

Deuxième question : les efforts et les moyens déployés. Face à un certain scepticisme des services des Finances et du Quai d'Orsay, qui chipotent pour les crédits, qui refusent d'aborder un nouveau cours des relations franco-brésiliennes, tant que le contentieux (qui date de la guerre) n'aura pas été réglé, qui donnent des instructions très restrictives à R. Offroy avant son départ pour Mexico, les hommes qui sont à la manœuvre frappent par leur volontarisme. À la tête de la direction d'Amérique, Jean-Daniel Jurgensen joue

4. GAULLE C. (de), *Lettres, notes et carnets, janvier 1964-juin 1966*, Paris, Plon, 1987, p. 88.

5. GAULLE C. (de), *Discours et messages, 4. Pour l'effort, août 1962-décembre 1965*, Paris, Plon, 1970, p. 162-182.

6. GAULLE C. (de), *Lettres, notes et carnets, janvier 1961-décembre 1963*, Paris, Plon, 1986, p. 163, lettre à Wilfrid Baumgartner, ministre des Finances et des Affaires économiques au sujet de la Maison de l'Amérique latine, 11 novembre 1961 ; et *id.*, *Lettres, notes et carnets, janvier 1964-juin 1966*, Paris, Plon, 1987, p. 188, lettre à Georges Pompidou au sujet de la Maison de l'Amérique latine, 10 septembre 1965.

7. GAULLE C. (de), *Discours et messages, 3. Avec le renouveau, 1958-1962*, Paris, Plon, 1970, p. 254.

8. *Ibid.*, p. 306.

un rôle essentiel de chef d'orchestre : lors d'une réunion préparatoire, il fait passer le message que ce n'est pas parce qu'on ne peut pas tout, qu'il ne faut rien faire⁹. Quant aux ambassadeurs envoyés en poste dans les capitales sud-américaines, ce sont des diplomates de choc, souvent des anciens de la France Libre : c'est le cas de Raymond Offroy (1962-1965) et de Xavier Daufresne de la Chevalerie (1966-1973) au Mexique; de Christian Auboyneau (1963-1965) et de Gérard Raoul-Duval (1965-1969) au Chili; de Dominique Ponchardier en Bolivie (1964-1968); de Gabriel Bonneau (1957-1965) et de Roger Barberot (1965-1968) en Uruguay; de Jules Koenigswarter (1961-1966) au Pérou; et de Jacques Baeyens au Brésil (1960-1964). Et dans la somme d'efforts déployés, comment ne pas évoquer ceux du Général lui-même, qui à 74 ans et malgré des ennuis graves de santé fait deux voyages dans l'année, dont un très long, supporte toutes les contraintes (climat, relief), prononce une centaine de discours, dont certains en espagnol, et surtout refuse de se prêter aux consignes de sécurité, alors que lui-même a été la cible d'attentats et que le souvenir de Dallas (novembre 1963) est très présent au cours de ces visites. Enfin l'effort financier – bien que limité et bilatéral – est incontestable, puisque l'aide de la France aux États d'Amérique centrale et du sud triple au cours des années 1960, réussissant presque à rattraper celle de la République fédérale.

Quels moyens? Il s'agit avant tout de coopération intellectuelle et d'assistance technique, et il ne peut pas être question de pourvoir à l'aide économique pour tous les pays latino-américains, car Georges Pompidou le reconnaît lui-même le 30 octobre 1964 : « La France est, à coup sûr, hors d'état d'intervenir de façon massive dans leur développement; elle le sait, et le président de la République le sait mieux que personne. »

Pour quels résultats? Sur le plan politique, les retombées sont limitées : on ne voit nulle trace d'une troisième voie regroupant le continent latino-américain et la France ou l'Europe. Sur le plan économique, la France rencontre certains succès, comme la bataille pour le métro de Mexico, remportée par des entreprises françaises : les pourparlers, commencés par Raymond Offroy, sont poursuivis et conclus par son successeur, Jacques Vimont, en 1966. En revanche, il n'y a pas de suite aux projets de coopération nucléaire franco-brésilienne et le contentieux sur les droits de pêche n'est pas réglé. Mais à part cela, les résultats sont d'ordre culturel, d'assistance et de coopération technique, comme la pose de la première pierre du lycée français de Buenos-Aires. En Uruguay, le plan de coopération technique concentre les efforts sur la forêt et la formation agricole; le plan d'expansion culturelle permet un renforcement des effectifs de la mission universitaire et de l'Alliance française¹⁰. Au Mexique, R. Offroy constate que « notre action n'a pas connu de développement spectaculaire », et il impute les problèmes rencontrés aux lenteurs de l'administration. Ainsi l'accord culturel franco-uruguayen signé en 1964 n'est pas encore ratifié en 1967. En Bolivie, D. Ponchardier regrette que l'on disperse les crédits et que l'on ne choisisse pas des actions précises et concrètes, comme l'équipement en eau de la ville de Sucre.

Mais le fond de l'affaire est qu'il y a une grande distance entre les ambitions affichées et les moyens limités que la France peut consacrer aux États d'Amérique du sud, et les

9. Arch. nat., 5AG1/726, compte rendu de réunion, 6 mars 1964.

10. Rapport Barberot, 27 mars 1967.

diplomates sur place regrettent que le redéploiement de notre coopération en direction de l'Amérique du sud n'ait été que très timidement amorcé, après l'effort important consenti pour le Mexique, qui concentre des institutions nombreuses et importantes¹¹.

On peut aussi voir dans la désillusion de la fin des années 1960 le contrecoup de l'exaltation des voyages du Général : ceux-ci sont vécus et représentés comme une geste héroïque, ce qui a contribué à l'auto-intoxication des hommes qui ont fait leur succès. Deux exemples entre autres : avant l'arrivée du Général en Uruguay – une des grandes étapes du voyage étant donné l'importance de la France Libre dans ce pays –, c'est la désolation. Il pleut sans discontinuer, les habitants de Montevideo sont connus pour leur réserve, ils préféreront assurément regarder l'arrivée du Général à la télévision, et quand de Gaulle apparaît sur la passerelle de sa Caravelle, il ne répète pas le mot de Mac Mahon, mais il dit tout de même : « Devant moi, le déluge. » Bref, tout contribue à accabler l'ambassadeur, confronté au vide et au silence des rues. Et puis, c'est le miracle ! Des dizaines de milliers d'Uruguayens, trempés et grelottant de froid, se précipitent au-devant du cortège et l'arrêtent à plusieurs reprises.

Autre miracle, lié à la visite du Général : en Bolivie, ce n'est pas à La Paz que de Gaulle est accueilli, mais à Cochabamba, choisi de préférence à la capitale. Quand l'ambassadeur Ponchardier s'y rend, rien n'est prêt à quelques jours de l'arrivée du Général : le palais, où doit avoir lieu la réception, est vide, il n'a ni eau, ni électricité, son toit est percé, et le terrain d'aviation, et les routes pour y accéder, sont pleins de nids de poule ; et puis, c'est le miracle ! Entre le président en titre, Estensorro, et le général Barrientos, son chef de l'armée qui va le déposer quelques mois plus tard, c'est la réconciliation nationale pour que la visite ait lieu dans les meilleures conditions. Si bien qu'on peut se demander si l'éclat même des visites du Général n'est pas la source du futur désenchantement que connaîtront les relations entre la France et l'Amérique latine, dont certains États s'inquiètent des expériences atomiques françaises en Polynésie. Mais la France est toujours sollicitée pour une coopération ponctuelle et surtout appréciée pour son attitude en matière de stabilisation des prix des matières premières. C'est d'ailleurs à Rio de Janeiro, lors de l'assemblée générale du FMI (25-29 septembre 1967) que la France propose une résolution sur ce point précis.

L'action politique est restée sans lendemain. À la suite des voyages du Général, non seulement les régimes autoritaires se multiplient, mais, en butte aux difficultés économiques, les États d'Amérique latine s'en remettent au protecteur américain. C'est dire que, contrairement là aussi aux espoirs du Général, il n'y a pas eu émancipation mais renforcement du protectorat américain.

Il reste que le mérite du Général est d'avoir perçu « un moment psychologique particulier du continent sud-américain » et d'avoir semé un message d'espoir. D'ailleurs, il en reste quelque chose lorsqu'en 1967, un Français, condamné à 30 ans de prison par le régime bolivien s'adresse au général de Gaulle pour lui témoigner de ce que les révolutionnaires sud-américains pensent : « La dignité qu'ils cherchent à retrouver pour eux-mêmes et pour leur pays, votre nom l'incarne [...]. Dans les montagnes, quand on écoute, le soir, autour du feu, les radios étrangères, on est heureux de capter la voix

11. Rapport de fin de mission de J. Vimont, 17 novembre 1969.

de la France qui, lointaine, inintelligible pour beaucoup, discordante parfois, alimente néanmoins l'espoir¹². » Ainsi le message principal que de Gaulle aura semé en Amérique latine est un message de dignité et d'espoir.

12. Arch. nat., 5AG1/728, lettre de Régis Debray à de Gaulle, 1^{er} septembre 1967.